

Fabrique de la ville et aménagement : fin de l'histoire ou nouveaux commencements ?

Texte : Paul Ardenne

Les modèles d'aménagement urbain dominants ayant fait florès au XX^e siècle, privilégiant idéologie et technocratie, se sont révélés être des échecs cuisants. Agglutination et congestion, pollutions en tout genre, distension entre les lieux de vie domestique, de travail et de loisir, condamnation des résidents à de pénibles et chronophages mouvements pendulaires... Tout est à revoir ou à peu près. C'est à ce titre d'abord, fonder les retrouvailles avec une vie urbaine harmonieuse, qu'une politique d'aménagement urbain pesée, humano et écoresponsable est de la première importance, et de la première urgence. Est-elle à l'ordre du jour ?



La ville orthogonale, Barcelone © Logan Armstrong

1. Un « faire avec » complexe et entravant

Ce n'est sûrement pas par hasard si les hordes de touristes, avec un appétit vorace et une forte dose de nostalgie, se jettent sur San Gimignano, Les Baux-de-Provence, Locronan, Pingyao ou encore Rothenburg ob der Tauber, parmi d'autres de ces villes-villages qui fleurissent si bon le passé. La vieille pierre, oui : c'est rassurant. L'échelle modeste, oui encore, on plébiscite : c'est vivable. Un affichage visuel et une structuration où chaque élément semble à sa bonne place, de l'édifice religieux à celui du siège du pouvoir et à ceux du secteur des boutiques et de l'habitat qui jouxte immédiatement ce dernier : bravo, trois fois bravo, c'est à former des regrets d'avoir laissé tomber aux oubliettes ce modèle d'aménagement sage. Ne le comparons surtout pas, au risque de l'effacement, à l'aménagement « moyen » de la grande masse des villes contemporaines. Quel est celui-là ? Une accumulation de données physiques hétérogène pour le pire, où manquent cruellement les coutures et où la vie réelle s'assimile le plus clair du temps à une épreuve, à une perte de temps et au sentiment nauséeux de ne pas se trouver au bon endroit, là où l'environnement apaise, ou au moins se rend indifférent, au lieu d'agresser.

Rien ne va plus (la ville anthropocène)

Victime non consentante des coups de butoir de l'accroissement et de l'extension accélérés des villes

depuis le XIX^e siècle, l'aménagement urbain souffre congénitalement de cette obligation qui est une maladie de croissance : l'impératif du rattrapage. Sauf création de cités ex nihilo (Brasília hier, Naypyidaw, Nanhui, Gracefield Island, Cyberjaya, Dompok ou Tbilisi Sea New City plus récemment, en plus d'une trentaine d'autres), une ville en évolution s'élabore par secousses (il faut parer au plus pressé), par correction (on arrange, on modifie au regard du contexte du moment et de demain et non d'après-demain) et par mise à disposition contextuelle d'espaces : on occupe là où l'on peut, en fonction des opportunités et pas d'abord là où l'on veut (merci hier à la désindustrialisation et aux lots de friches que cette dernière a mis à disposition dans les villes des secteurs « première » et « deuxième révolution industrielle » ; merci aujourd'hui à l'insalubrité et à l'obsolescence, qui condamne à court terme un grand pan de l'immobilier urbain). Le résultat est ce qu'on pourrait appeler, en empruntant un terme à la culture écologique, une ville « anthropocène ». Cette entité boiteuse qu'est la ville anthropocène éparpille ses fonctions, son tissu mal maillé s'agence à coups de cohérences qui l'ont été à un moment donné, mais ne le sont en général plus, son tout disparate et mal structuré se signalant par une mainmise humaine sur les éléments plus soucieuse d'efficacité immédiate que d'une mise en forme résolument vertueuse écosophiquement.

Non que l'on n'aménage pas avec le plus grand sérieux les villes (ne soyons pas caricaturaux), que

s'attellent à cette tâche les États (de moins en moins du fait de la privatisation galopante d'un monde sous la pression d'élites séparatistes), la promotion immobilière, les architectes-urbanistes ou aujourd'hui, en pointe du fait de la préoccupation écologique, les architectes-paysagistes, une phalange méditative que conseillent utilement des aménageurs patentés et sagaces. Où le bât blesse-t-il ? Dans l'étrouffement trop fréquente des projets locaux. Dans le caractère chiche du possible et la maigreur de la promesse. Dans l'impossibilité de plus en plus flagrante de pouvoir composer sur la base d'une situation « libre » laissant les coudées franches à l'aménageur. Comment aménager quand le faisceau des contraintes lie mains et cerveaux ? Sitôt que l'aménagement devient la seule résolution d'une somme de problèmes hérités, il cesse en effet d'être un aménagement au sens strict pour muter, dans le meilleur des cas en un replâtrage, et dans le pire, en un sauve-qui-peut !

Saturation et, pour l'architecte, nouvelles obligations prestataires

Le paradoxe, relevons-le, est à son comble au regard de la situation du monde actuel, sur fond de démographie en hausse et d'espaces où aménager en réduction constante. D'un côté, une nécessité urgente d'aménagement urbain. De l'autre, une territorialisation en peau de chagrin, victime de la réticence à l'artificialisation extrême des sites habités et à l'étalement urbain. Le « où opérer ? » détermine en l'occurrence un « comment opérer ? » des plus problématiques. Aménager, soit : cela importe, le maintien d'une qualité de vie urbaine supportable est à ce prix. On ne peut plus le plus clair du temps, cependant, partir d'une feuille blanche. Un rêve passe. Ah, le bon vieux temps où l'espace libre était disponible à volonté...

En mode accéléré depuis maintenant deux siècles, l'urbanisation continue aujourd'hui de plus belle, appelée qui plus est à s'accroître dans les décennies à venir. Table-t-on sur 10 milliards de Terriens sur terre à l'horizon 2050 ? Au moins 60 % d'entre eux, nous apprend la statistique prospective, vivront en ville. Cela signifie a priori une foultitude de cités à densifier d'ici là avec autant de plans d'aménagements à prévoir. Sachant toutefois qu'un tel programme s'avère impossible à caser dans le cadre aujourd'hui très contraint et plein comme un œuf de la Real City, la « ville réelle ». Miser, pour modifier la donne, sur les Project Cities, sur ces « villes en projet » qui tardent toujours à sortir de terre, avatars à contretemps des villes nouvelles des années 1970 (un échec à peu près total), est certes une option. On peut toutefois douter qu'une telle réponse soit opératoire à large échelle et pour le plus grand nombre. Masdar City tout comme les nouvelles smart cities du Sénégal (Diamniadio, promotion privée après don public des zones à urbaniser) ou de l'Égypte du maréchal Sissi (« Sissi-City », sur le modèle de Dubaï)

peinent à se concrétiser et gageons qu'il en ira de même des projets pharaoniques du type Neom dans le désert arabe – un miroir aux alouettes, jusqu'à nouvel ordre, et de toute façon une aire appelée à vivre d'isolement, à titre de transplant qu'il sera compliqué de mailler au système vertébral de la sphère urbaine globale (remember Astana depuis sa fondation au milieu de nulle part, en pleine steppe kazakhe, voici un quart de siècle : un « trou » demeuré pour l'essentiel inaccessible). La Real City, qu'il s'agisse de Manille, de Tokyo, de Paris, de Lima ou de la plupart des cités grandes et moyennes existant à ce jour, a pour l'essentiel fait le plein d'espace, sauf à se verticaliser en hauteur ou en profondeur (appartements souterrains de Londres). Comment rêver de l'aménager stricto sensu avec intelligence et confort, au vu d'une telle donne ?

Revenons à l'étymologie. Aménager, ce terme est forgé au XII^e siècle, alors « amanagier » au sens d'« héberger ». Le vocable initial dérive du moyen français mesnager, « habiter » et « administrer ». Cette double entrée, habitat plus administration, définit la notion d'aménagement comme liée à l'univers fonctionnel (prodiguer un habitat à une population), mais aussi au monde réglementaire et politique (pas d'aménagement sans un pouvoir qui aménage). Au regard de la situation présente, un large nombre d'États politiques ayant d'ores et déjà bouclé leur structuration territoriale (grands axes de circulation, zones économiques, réseaux énergétiques), l'aménagement se concentre de fait sur des unités de taille inférieure au territoire, régions et villes grandes ou moins grandes, sauf projets ponctuels toujours décidés en haut lieu (lancer une nouvelle voie ferrée ou un pipeline, allouer un périmètre à de nouvelles sources ou formes d'énergie). L'aménagement le plus courant, à ce jour, opère à l'échelle de l'urbanisme, celle des cités et de leurs alentours, voire à l'échelle même de l'architecture de proximité dans le cadre notamment des reconfigurations urbaines de type îlot embrassant d'un coup plusieurs unités d'habitation et de vie. Que comprendre ? La charge d'aménagement, moins qu'aux États et, par voie de conséquence, aux politiques, échoit toujours plus aux urbanistes et, plus sollicités encore de fait, aux architectes à qui il revient dans ce cadre évolutif de devoir à la fois produire de l'« habiter » et de l'« administrer », au niveau conceptuel comme pratique. Quel type d'aménagement ? pour qui ? pour satisfaire quoi ? à quelles fins sociales et écologiques, et selon quelles modalités politiques, « vivre ensemble » donc mixité ou collectif fermé donc ghetto sous l'espèce de la gated community ? L'éventail de la compétence, de concert, s'élargit, doit s'élargir, plutôt. Il s'agit bien, peu ou prou, de s'engager, de choisir son camp. Travailler dans le macro ou dans le micro ? Dans l'esprit du partage et de la responsabilité ou dans celui de la rentabilité ? En faisant valoir un point de vue idéologique ou de mode ou, à l'inverse, fait d'écoute et de concertation, ouvert



Astana, Kazakhstan, image satellite



La ville de Pingyao, Chine © Cajiao Zhang

Victime non consentante des coups de butoir de l'accroissement et de l'extension accélérés des villes depuis le XIX^e siècle, l'aménagement urbain souffre congénitalement de cette obligation qui est une maladie de croissance : l'impératif du rattrapage.



Chantier de Masdar City, 2012, Abu Dhabi, Émirats arabes unis © Jan Seifert



Illustration d'opération immobilière © DR

D'un côté, une nécessité urgente d'aménagement urbain. De l'autre, une territorialisation en peau de chagrin, victime de la réticence à l'artificialisation extrême des sites habités et à l'étalement urbain. Le « où opérer ? » détermine en l'occurrence un « comment opérer ? » des plus problématiques.



Plan de Lower Manhattan, États-Unis, 1879 - exemple d'un plan orthogonal © DR

à la fluidité et au circonstanciel ? Fin de la sérénité technique, bienvenue aux faisabilités discutées, quoi qu'il en soit.

Promotion et disgrâce ?

Élargissement de la fonction architecturale au regard de politiques d'aménagement resserrées, ponctuelles, et aux exigences chaque fois propres ? Ce n'est pas douteux. Ceci, en ayant soin de pointer dans ce schéma la part insistante prise par les promoteurs, qui « produisent » au sens matériel en gestionnaires de l'investissement, une profession qui n'a pas peu profité, depuis la fin des Trente Glorieuses, de la privatisation et d'un retrait graduel quasi général de l'État prestataire.

Le promoteur, s'il travaille en bonne intelligence avec la puissance publique et l'architecte-urbaniste, œuvre aussi à sa mesure, et à son avantage, aurait-il le goût du partage et de la délégation. Son rôle est majeur. Son contrôle sur la maîtrise d'œuvre est de moins en moins négligeable à mesure que la situation requiert des ajustements pour cause de diversification de la demande (le résident a de plus en plus son mot à dire). Il peut en venir à vicier et à restreindre le champ même de la fonction d'architecte-urbaniste ou d'architecte-paysagiste en soumettant celle-ci à une commandite autoritaire non seulement sur le plan financier, mais aussi, plus largement, sur les plans de l'organisation, voire des choix esthétiques qui sont les siens. Les villes contemporaines, en périphérie notamment, sont de longue date et toujours plus pleines de ces quartiers « de promoteurs » (builders) de type copié-collé champions ès similarité et paresse conceptuelle dont l'érection ne requiert de compétence que celle qui consiste à savoir gérer la réplication. Où la promotion, à l'évidence, a coupé au plus court, en restreignant la part de l'aménagement, au potentiel pour l'occasion diminué. Les grands programmes d'extension urbaine

turcs ou chinois, à cet égard, sont connus pour leur recours systématisé à un modèle unique d'immeuble dupliqué à l'infini. Adieux à l'architecte, tout son travail tient ici dans un simple fichier numérique de quelques mégaoctets qui circule d'une zone à aménager à l'autre et d'un maître d'ouvrage à l'autre, de la façon la plus économique et la moins intellectuelle et méditée qui soit.

Le talon d'Achille de l'aménagement, tous acteurs confondus, résulte en fait de la tentation de la facilité, qu'elle soit matérielle ou de composition, la question de l'argent disponible pour mener à bien le projet, dans cette partie, n'étant évidemment pas la moindre. La « forme des villes », celle qui « change plus vite, hélas !, que le cœur d'un mortel » (Charles Baudelaire, Le Cygne), est fréquemment une affaire de budget – le budget, ce puissant concepteur, par la bande, castrateur et prodigue de routine s'il est faible et prodigue d'inventivité ou d'audace s'il est fort. Le lien congénital entre aménagement et promotion, d'où qu'elle vienne, est sans conteste de nature à refroidir le projet du concepteur et, plus encore, prompt à brider son imaginaire. Réalité dommageable, il va de soi. L'aménagement, pratique concrète du territoire, de ses contraintes et de ses attentes, ne peut en effet que déchoir s'il cesse d'être une cosa mentale ouverte, serait-il conçu de manière pragmatique, hors planification, comme les choses viennent. Sa mission première, en tendance et génériquement : faire en sorte que le chaos soit vaincu. Quelle devrait être dès lors l'unique morale admissible du bon aménageur, qu'il soit l'État, le promoteur ou l'architecte ? Susciter des foyers d'« urbanité » au sens amical premier de ce terme, le plus possible. Le bon aménagement est un mixte d'efficacité et de bonheur ou est un aménagement sans gloire ni intérêt. Est-il encore, tout bonnement, possible ? *

Prochaine chronique : 2. Aménagement contemporain et subtilité.

Les villes contemporaines, en périphérie notamment, sont pleines de ces quartiers « de promoteurs » de type copié-collé champions ès similarité et paresse conceptuelle dont l'érection ne requiert de compétence que celle qui consiste à savoir gérer la réplication. Où la promotion, à l'évidence, a coupé au plus court, en restreignant la part de l'aménagement, au potentiel pour l'occasion diminué.